



Empowered lives.
Resilient nations.



TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL CHARGE D'ANALYSER LE ROLE DU SECTEUR AGRICOLE COMME LEVIER DE L'INCLUSION AU CAMEROUN

1. Contexte et Justification

Le Cameroun s'est engagé à inscrire son processus de développement dans le cadre d'une Vision, dénommée « Vision Horizon 2035 », document à partir duquel est décliné le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) pour la période 2010-2020. Ce document constitue le cadre intégré de référence de l'action gouvernementale pour la réalisation de la première phase de la vision. Les travaux de planification de la seconde phase de la vision sont actuellement en cours.

Bien que les résultats obtenus durant cette première soient situés en dessous des objectifs fixés dans la vision Cameroun 2035, l'économie Camerounaise a connu une croissance soutenue passant de 2,9% en 2010 à 5,8% en 2015. L'un des enseignements tirés de cette période est que la croissance n'a pas été suffisamment inclusive. Cette croissance ne se reflète pas en termes de développement humain. La plupart des populations camerounaises n'en tirent pas pleinement profit. La croissance ne s'est pas accompagnée par une baisse significative de la pauvreté mais elle a été aussi marquée par une augmentation des inégalités tant horizontales que verticales.

Conscient de ces problèmes, le Gouvernement veut apporter des mesures correctrices durant la réalisation de la deuxième phase de la vision 2035 dont le document stratégique est en cours d'élaboration. Dans ce sens, le prochain Rapport National sur le Développement Humain pour le compte de l'année 2018 (RNDH 2018) se penche sur la question de l'inclusion. L'objectif est de comprendre les contraintes de l'inadéquation entre la croissance et les inégalités sociales observées durant la première phase de la vision et d'en tirer les leçons pour proposer des mesures pour rendre la croissance plus inclusive.

La recherche de la croissance inclusive comprend l'identification de deux volets importants. D'une part, les ingrédients de la croissance comme leviers de l'inclusion qui permettraient de toucher un plus grand nombre de la population pour réduire subséquemment la pauvreté et ou créer de l'emploi. D'autre part, les politiques de la croissance inclusive qui devraient permettre d'améliorer l'implémentation des politiques économiques et sociales en faveur de l'inclusion. Au Cameroun, environ 1 personne sur 2 travaille dans le secteur agricole et de l'élevage (47,5% en 2014). Une grande partie de la population dépend ainsi de l'agriculture pour leur subsistance. L'incidence de la pauvreté est la plus élevée dans pour les ménages agricoles (62,8% chez les ménages dont le chef travaille dans une entreprise agricole informelle, et de 61,9% chez les ménages de la branche agriculture, élevage et pêche, ECAM 4, 2014). La plupart des gens pauvres dépendent non seulement de l'agriculture au sens large (agro-sylvo-pastorale), ils vivent aussi dans les zones rurales. La pauvreté demeure un phénomène accentué en milieu rural et ce malgré les efforts déployés à travers les politiques publiques de développement. Le taux de pauvreté en milieu rural est de 56,8% en 2014 contre 55,7 % en 2007.

En outre, les zones rurales concentrent l'essentiel des populations pauvres (90,4%). De plus, les déficits de développement humain sont bien plus considérables dans les zones rurales.

Le développement rural revêt une importance particulière comme moteur de la réduction de la pauvreté, un levier important de l'inclusion et joue sans doute un rôle essentiel dans la réalisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) au Cameroun. C'est dans ce contexte que le RNDH 2018 a choisi d'analyser en profondeur la thématique de l'agriculture. L'objectif de l'étude est de comprendre « comment transformer l'agriculture pour réduire la pauvreté et les inégalités ? ». L'amélioration de la productivité agricole est par exemple essentielle à la fois pour améliorer le bien-être de la population mais aussi pour enclencher la transformation structurelle de l'économie. La productivité agricole accrue, combinée avec l'agro-industrie viable qui ajoute de la valeur à la production des agriculteurs et l'amélioration de l'accès aux marchés, peut stimuler la croissance économique plus large et contribuer de manière importante à la réalisation de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Mais cette amélioration du bien-être nécessite aussi la promotion des conditions de travail décent dans l'agriculture et les zones rurales... La participation des femmes est une condition primordiale à la transformation rurale. Les femmes constituent plus de la moitié de la main-d'œuvre agricole et rurale mais elles font face à des contraintes supplémentaires majeures qui les empêchent de libérer tout leur potentiel productif.

De plus, l'analyse devra prendre en compte les variations régionales, l'aspect genre et le rôle des petits agriculteurs.

Les présents termes de référence définissent la consistance du cahier des charges pour le recrutement d'1 consultant/e national/e pour réaliser cette étude.

2. Objectif

L'objectif général est d'analyser le potentiel du secteur agricole comme levier de l'inclusion, de la réduction de la pauvreté et des inégalités.

Plus spécifiquement, il s'agira de :

1. Identifier les obstacles à la croissance de la productivité et de la transformation agricoles ;
2. Analyser les opportunités offertes par l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion ;
3. Proposer des stratégies pour la modernisation agricole, la diversification vers les activités productives non agricoles et l'exploitation des synergies entre les deux.

3. Résultats attendus

A l'issue de cette étude, le/la consultant/e produira un rapport d'analyse thématique contenant, entre autres :

1. l'identification des obstacles à la croissance de la productivité et de la transformation agricoles ;
 - ✓ l'accès aux intrants, les technologies modernes, le financement
 - ✓ vulgarisation et formations, soutiens aux entreprises et groupements
 - ✓ l'Accès aux infrastructures de production et services de base (énergie, eau, etc.)
 - ✓ les services d'accompagnement (Recherche et développement, services de vulgarisations agricoles, etc.)
 - ✓ les conditions de travail

- ✓ l'accès aux marchés et le lien entre la demande et la réactivité de l'offre ;
 - ✓ l'impact des appuis budgétaires
2. l'analyse des opportunités offertes par l'agriculture dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion ;
- ✓ Analyse de la contribution actuelle de l'agriculture dans ces domaines ;
 - ✓ Analyse du potentiel de l'agriculture dans ces domaines ainsi que la politique de l'emploi dans le secteur agricole ;
 - ✓ Analyse du rôle potentiel de l'agriculture dans la transformation structurelle en faisant un lien avec les autres secteurs notamment l'agro-industrie et les priorités d'industrialisation du gouvernement ;
3. La proposition des stratégies pour la modernisation agricole, la diversification vers les activités productives non agricoles et l'exploitation des synergies entre les deux.
- ✓ modernisation agricole (financement des investissements productifs, accès et vulgarisation des technologies modernes,
 - ✓ utilisation des TIC dans la modernisation agricole (accès au marché, accès aux conseils et services d'accompagnement, etc.)
 - ✓ diversification vers les produits à plus forte valeur ajoutée et synergie avec les activités productives non agricole
 - ✓ promotion de l'agriculture au service de la transformation structurelle et de l'agro-industrialisation ;
 - ✓ coopération au développement et soutien au secteur productif agricole

4. Approche méthodologique

L'étude sera menée par un consultant sous la coordination de l'équipe technique du RNDH : MINEPAT/PNUD.

Le consultant devra proposer un plan détaillé du rapport et une méthodologie pour analyser la contribution de la production et de la transformation agricole pour une croissance économique plus inclusive devant permettre de proposer des stratégies d'actions appropriées.

6. Livrables

- Une note méthodologique et le plan d'analyse et le calendrier approuvé,
- Un rapport final d'analyse avec un résumé **exécutif de 3 pages maximum.**

H. Mj

7. Calendrier

La durée de l'étude est de huit (08) semaines à compter de la date de leur recrutement.

Activités	s1	s2	s3	s4	s5	s6	s7	s8
1. Méthodologie et Plan de travail du consultant	x							
2. Revue de la littérature (desk review) et entretiens avec les informateurs clés pour déterminer les dimensions et facteurs clés à prendre en compte	x	x						
3. Production d'un draft 0 sur la thématique	x	x	x					
4. Etude de cas			x	x				
5. Atelier technique : présentation du draft 0 sur la thématique					x	x	x	
6. Analyse et production d'un Rapport provisoire					x	x	x	
7. Présentation et discussion du Rapport							x	
8. Intégration des commentaires et production du Rapport final								x

Les différentes étapes seront sanctionnées par une validation technique.

8. Profil du consultant

Le consultant doit :

1. Avoir au moins un niveau de BAC+5 en agroéconomie, en économie, ou toute autre discipline connexe en sciences sociales ;
2. Avoir une expérience avérée sur les questions de développement rural ;
3. Avoir une bonne connaissance de la stratégie du développement du secteur rural ;
4. Avoir une bonne connaissance de la stratégie des services sociaux ;
5. Avoir une capacité de travail en équipe et de coordination des travaux ;
6. Avoir une bonne capacité dans la facilitation et l'animation d'ateliers ;
7. Avoir une excellente capacité rédactionnelle et de synthèse ;
8. Avoir la maîtrise du Français et de l'Anglais ;
9. Une publication dans le domaine sera un atout.

N.B. Les candidatures féminines sont vivement encouragées

8. Procédure de soumission des candidatures:

Les candidats intéressés sont appelés à déposer leur candidature dans les bureaux du PNUD à Yaoundé avec mention suivante : « Consultation thématiques RNDH Agriculture » au plus tard 10 jours après publication de l'Appel à candidature, adressé à Madame La Représentante Résidente du PNUD/ Cameroun.

Les paiements seront effectués comme suit :

- ✓ 40% du paiement total à la soumission du rapport préliminaire ainsi que les outils validés ;
- ✓ 40% du paiement total à la livraison du rapport provisoire ;
- ✓ 20% du paiement total à la livraison du rapport final

Les candidats/es intéressés devront inclure dans leurs propositions les éléments suivants :

a) Une offre technique

1. Une note démontrant la bonne compréhension des présents Termes de Référence (2 pages maximum) et une note de présentation de la méthodologie envisagée pour l'étude (3 pages);
2. Le/s CV des/du consultant/s envisagé/s, et une présentation de ses/leurs références et expériences professionnelles (5 pages maximum).
3. Le calendrier envisagé pour la réalisation de l'étude ;
4. Disponibilité du/de la consultant(e) pendant les mois d'août et septembre 2018.

b) Une offre financière

- 1) **Une offre financière en CFA indiquant le budget global (hors taxes) sollicité pour mener la mission ainsi qu'un détail des prix et tarifs présentés (frais,-per diem, transports, etc.) comme l'indique le tableau ci-dessous :**

N°	Composante de prix	Durée (Jours)	Prix. Unitaire	Montant
1	Honoraire			
2	Déplacement			
2.1	<i>Carburant</i>			
2.2	<i>Perdiem</i>			
3	Communication			

9. Procédure d'évaluation des offres

L'évaluation des prestataires reposera sur la méthode d'analyse cumulative (méthode de notation pondérée). L'attribution du contrat est faite au candidat dont l'offre a été évaluée et déterminée comme suit :

- adaptée/conforme/acceptable ;
- ayant reçu la note la plus élevée sur l'ensemble préétabli des critères techniques et financiers spécifiques à cet appel à candidatures.

Pourcentage des critères techniques : 70% ; Pourcentage des critères financiers : 30%

Seuls les candidats/es ayant obtenu un minimum de 70% de réussite à l'évaluation technique seront pris en considération pour l'évaluation financière.

a) Critères techniques – 70% de l'évaluation totale – sur 100 points

Critère d'évaluation	Pondération	Total des points (100 pts)
Qualification et expérience		
Expérience prouvée dans les études similaires	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Expérience dans les études similaires <u>(25 pts)</u> ✓ Autres <u>10 pts)</u> 	25 pts
Avoir 5 ans d'expérience au minimum dans les questions d'agroéconomie, en économie, ou toute autre discipline connexe en sciences sociales	<ul style="list-style-type: none"> ✓ ≥ 5 ans d'expérience dans les questions d'agroéconomie, en économie, ou toute autre discipline connexe en sciences sociales <u>(15 pts)</u> ✓ < 5 ans d'expérience dans la conduite des évaluations/enquêtes soit en équipe ou individuellement <u>(10 pts)</u> 	15 pts
La clarté et la logique de la présentation de la méthodologie à utiliser pour mener l'enquête.	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bonne présentation de la méthodologie avec le chronogramme et les activités <u>(15 pts)</u> ✓ Présentation vague sans détails des tâches à faire <u>(7 pts)</u> 	15 pts

Expérience de travail avec le gouvernement, la société civile, les ONG Internationales réputées et les institutions multilatérales dans le domaine de l'agroéconomie	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Expérience de travail avec le gouvernement, la société civile, les ONG Internationales réputées et les institutions multilatérales dans le domaine de l'agroéconomie <i>(25 pts)</i> ✓ Expérience de travail seulement avec le gouvernement, la société civile et les ONG internationales ; <i>(10 pts)</i> 	<i>25 pts</i>
Profil du Consultant		
Etre titulaire d'un BAC + 5 ou plus en Science Sociale, ou autres diplômes similaires ;	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Bac + 5 ou plus en agronomie, ou autres diplômes similaires <i>(20 pts)</i> ✓ Diplôme inférieur au Bac + 5 <i>(3 pts)</i> 	<i>20 pts</i>

b) Critères financiers – 30% de l'évaluation totale

La formule suivante sera utilisée aux fins d'évaluation des propositions financières

$P = y(\mu/z)$ Dans laquelle :

P = la proposition financière soumise à l'étude ;

y = le nombre maximum de points pour la proposition financière ;

μ = le montant de la proposition la moins-disante ;

z = le montant de la proposition soumise à l'étude ;

Préparé par : **Comité technique
d'élaboration du RNDH**

Approuvé par :

M. Saidou Hamadou, Coordonnateur du Comité

M. Zephirin Emini, ARR/G